Histoire du débarquement en Normandie

Olivier Wieviorka

Histoire du débarquement en Normandie

Des origines à la libération de Paris 1941-1944

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-0212-2536-5
(ISBN 1re édition 978-2-02-052850-4)

© Éditions du Seuil, janvier 2007

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Pour Pascale et Sophie

Introduction

Le débarquement du 6 juin 1944 se classe, sans hésitation, parmi les grandes journées de l'Histoire. Comme telle, la date marque un aboutissement et annonce une situation radicalement nouvelle. Des mois d'attente fiévreuse, de spéculations fébriles, de préparatifs intenses s'y dénouent ; la campagne qui contribuera à abattre le III^e^ Reich s'y engage. Au soir du D-Day, la situation a irrévocablement changé : il y a partage des eaux entre un « avant » et un « après ». Rien, pourtant, n'est joué et c'est l'oublier que de considérer cette journée comme l'épilogue symbolique de la guerre à l'Ouest, la suite se réduisant à l'accomplissement de missions subalternes. Ce « jour le plus long », pourtant si rempli, dut supporter le poids du mythe. Prompts à magnifier la geste alliée, acteurs, témoins et historiens ont souvent préféré ses charmes à l'âpreté du réel, repoussant dans les marges du silence ce qui démentait la légende. Comme le souligne l'historien militaire britannique Basil Liddell Hart, « il y a eu trop de glorification de la campagne et trop peu d'enquête objective[1] ».

Un premier élément légendaire tient au nombre. L'ampleur même des moyens colossaux mobilisés a frappé les imaginations. En vantant la supériorité des troupes anglo-américaines engagées contre les Allemands, on a volontiers sous-entendu que le rapport des forces, largement favorable aux Alliés, leur offrait une inéluctable victoire. La corne d'abondance de la riche Amérique leur aurait assuré une écrasante puissance de feu ainsi qu'un

1. Cité par Max Hastings, *Overlord. D-Day and the Battle for Normandy. 1944*, Londres, Michael Joseph, 1984, p. 11.

flot ininterrompu de renforts. Le commandement pouvait dès lors multiplier erreurs tactiques et stratégiques : quels que fussent ses égarements, « l'arsenal des démocraties » garantissait la défaite de l'ennemi[2]. L'histoire, pourtant, n'était pas écrite et cette vision ne correspond ni à l'approche des responsables de l'époque ni à une relecture attentive des événements. « Il serait illusoire de croire que nous pouvons défaire l'Allemagne simplement en produisant plus qu'elle. Les guerres sont gagnées par des stratégies pertinentes, mises en œuvre par des forces bien entraînées, équipées de façon adéquate et efficace », précisait dès la fin 1941 le général américain Gerow, chargé de la War Plans Division (Division des plans de guerre), dans une note adressée à John McCloy, secrétaire général adjoint du ministère de la Défense[3].

Le mythe concerne tout autant la lecture politique du débarquement, volontiers présenté, dès 1944, comme une lutte morale opposant le bien et le mal, le juste et l'injuste, les démocraties aux totalitarismes. « Vous êtes sur le point de vous embarquer pour la Grande Croisade vers laquelle ont tendu tous nos efforts ces derniers mois. Les espoirs, les prières des peuples épris de liberté vous accompagnent », écrit Dwight Eisenhower dans l'ordre du jour qu'il distribue aux troupes à la veille de l'invasion. La formule semble si pertinente au commandant en chef du corps expéditionnaire allié qu'il la reprend pour baptiser ses Mémoires[4]. Certes, le débarquement a abouti à détruire le nazisme – un régime incarnant la barbarie absolue dont témoignent Auschwitz et Buchenwald – tout en rétablissant le règne du droit et des libertés. Pour l'Europe de l'Ouest, s'entend, puisque la partie orientale du Vieux Continent devait, jusqu'à la chute du mur de Berlin, connaître une destinée moins heureuse…

2. Tel est le point de vue que défend par exemple l'historien John Ellis dans son ouvrage *Brute Force*, 1990, cité par Terry Copp, *Fields of Fire. The Canadians in Normandy*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, p. 255.

3. Cité par Geoffrey Perret, *There's a War to be Won. The United States Army in World War II*, New York, Ivy Books, 1991, p. 33.

4. Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe. Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Robert Laffont, 1949 (éd. américaine 1948). L'ordre du jour est reproduit en quatrième de couverture.

Faut-il pour autant assimiler *Overlord* à une guerre sainte dont les soldats auraient été les nouveaux croisés ? Les Alliés ne se seraient-ils battus que pour des principes, sacrifiant leurs intérêts nationaux sur l'autel de la morale ? Étrangement naïve, cette vision suggère que les Trois Grands, les États-Unis au premier rang, se seraient désintéressés des conséquences géopolitiques d'une défaite programmée de l'Allemagne, ne se souciant que de préserver les peuples de la peste brune et de rétablir en Europe valeurs et régimes démocratiques. L'histoire est connue : les jeunes hommes qui débarquaient « voulaient lancer des balles de base-ball, et non des grenades à main, tirer avec des carabines de 22 sur les lapins, et non avec des fusils M-1 sur d'autres jeunes gens. Mais quand vint l'épreuve, il fallut soit défendre la liberté, soit y renoncer ; ils combattirent. C'était des soldats de la démocratie. C'était les hommes du Jour J et nous leur devons la liberté[5] ». La France, surtout, puisque la Grande-Bretagne et les États-Unis acceptèrent de sacrifier leurs hommes et leurs richesses pour délivrer du joug hitlérien la patrie des droits de l'homme et du citoyen. Ainsi, la patrie de George Washington remboursa, non sans panache, la dette de La Fayette ; mais le pays de Rochambeau se montra bien ingrat. « Sacrifice. Ils sont morts pour la France mais la France a oublié », titra par exemple le *New York Post* en février 2003, période où les relations franco-américaines connaissaient, guerre en Irak oblige, quelques turbulences[6]. Présenter ainsi la seconde bataille de France ne revient-il pas à en altérer et la lettre et l'esprit ?

Cette conception postule en effet que le camp occidental, les États-Unis notamment, aurait péché, tant par naïveté que par idéalisme. Se battant pour des principes, obnubilé par la nécessité de vaincre l'Allemagne, Franklin Roosevelt aurait subordonné la diplomatie à la stratégie, facilitant du même coup la mainmise de l'Union soviétique sur l'Europe orientale – malgré les objurgations de Winston Churchill. Cette thèse fut rétrospectivement

5. Stephen E. Ambrose, *D-Day. June 6, 1944. The Climatic Battle of World War II*, New York, Simon and Schuster, 1995 (1re éd. 1994), p. 26.

6. Cité par Olivier Pottier, « Les malentendus transatlantiques », *L'Histoire*, n° 287, mai 2004, p. 60.

avancée en 1951, non sans candeur, par l'ex-commandant de la 1re armée américaine, Omar Bradley. « Parfois, pendant cette guerre, nous avons oublié que les guerres se font pour résoudre des conflits politiques ; et durant la campagne d'Europe nous avons parfois aussi négligé des considérations politiques de première importance. Aujourd'hui, après sept ans de guerre froide, nous savons trop bien qu'une action militaire ne peut être dissociée d'une action politique », avoue-t-il dans ses Mémoires[7]. Appréciation appelée à une belle postérité. « Un premier point à souligner est que pour Roosevelt la priorité allait à la lutte contre l'Axe, selon une logique purement militaire d'efficacité maximale et en excluant systématiquement, dans la planification de la guerre, les considérations politiques liées à l'après-guerre (par exemple il n'était pas question de mener les opérations de façon à limiter l'avance de l'Armée rouge en Europe, comme les Anglais en eurent parfois l'idée), relève ainsi l'historien français Georges-Henri Soutou. La deuxième priorité était la mise sur pied de l'ensemble des institutions mondiales […]. La réflexion sur les données géopolitiques de l'après-guerre passait après : il est clair en particulier que le facteur soviétique n'a pas été étudié à fond à Washington, en tout cas moins qu'à Londres par Churchill et le Cabinet britannique[8]. » Réussite stratégique, le débarquement aurait donc abouti à un Munich diplomatique du fait et de la naïveté des dirigeants américains, et de leur idéalisme.

Qu'elles exaltent la grandeur d'âme des puissances occidentales combattant pour l'humanité ou pointent les défaillances de Washington, ces interprétations font litière d'un élément essentiel : l'entreprise opposait moins deux idéologies que deux armées. Avant de dégager le sens et les conséquences de la confrontation, il faut donc bien ici retrouver ce qui en fit l'essence – la guerre. Et, par conséquent, les réalités militaires, les configurations du champ

7. Omar N. Bradley, *Histoire d'un soldat*, trad. Boris Vian, Paris, Gallimard, 1952, p. 12-13.

8. Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest. 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 26.

de bataille, les conditions du combat, l'humeur des soldats – du général à l'homme du rang. Il s'agit également d'en admettre la violence. Non qu'elle ait été oubliée par les combattants, pour longtemps marqués par les épreuves endurées en 1944, mais cette donnée a fréquemment été minimisée par les historiens, enclins à proposer un récit édulcoré du débarquement. Les récits glorifiant une jeunesse anglo-américaine prête à sacrifier sa vie sur l'autel de la démocratie ne résistent pourtant pas au témoignage des archives. Faut-il, sans sourciller, admettre avec le général britannique Frederick Morgan que « même après des années d'attente fastidieuses et frustrantes, après des années de bombardements et de défaites, il n'y avait aucun doute sur le fait que, quand le temps viendrait d'amener ces hommes au travers de l'eau jusqu'en France, ils sauteraient, et sauteraient de façon exceptionnelle[9] » ? Ou reconnaître que la guerre, par sa cruauté, a pu provoquer la peur et le dégoût chez certains de ceux qui étaient censés la mener ? « Depuis cinquante ans, la guerre côté Alliés a été aseptisée et poétisée, à en devenir presque méconnaissable, par les sentimentaux, les patriotes à tout crin, les ignorants et les amateurs de chair fraîche[10]. » « Ce qui manque à tous les grands moments de la hauteur morale pendant la guerre, c'est un minimum de conscience de l'état d'esprit des soldats sur le terrain. Ils ne se situaient ni très haut, ni particulièrement bas sur l'échelle des grands principes – ils n'y étaient pas du tout[11] », objecte l'universitaire américain Paul Fussell, ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. « Il est certain que le GI moyen ne comprit jamais rien à la guerre et ne sut pas vraiment pourquoi il combattait en Europe. Personnellement, je crois qu'il combattit simplement pour en finir et rentrer chez lui. Il combattit pour tuer des hommes qui voulaient le tuer. Il combattit aussi parce qu'on le lui ordonnait – et parce qu'il n'y avait pas de moyen de faire autrement sans être déshonoré », confirme Ralph Ingersoll, un

9. Frederick Morgan, *Overture to Overlord*, Londres, Hodder and Stoughton Limited, 1950, p. 109.

10. Paul Fussell, *À la guerre. Psychologie et comportements pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Seuil, 1992 (éd. anglaise 1989), p. 9.

11. *Ibid.*, p. 225.

officier américain[12]. Un poème écrit par Timothy Corsellis, jeune engagé dans la Royal Air Force (RAF), présente une interprétation non dénuée de cynisme :

> Nous étions assis ensemble comme nous l'étions pendant la paix,
> Nullement réunis par l'idéal de servir,
> Mais par notre intérêt commun pour la pornographie et le désir de tenir l'alcool mieux que les autres[13].

« Retrouver la guerre[14] » incite donc à recentrer les interrogations sur la question de la violence, subie ou administrée, et à récuser la légende selon laquelle les hommes débarquèrent sans crainte sous le feu de l'ennemi, prêts à s'immoler pour la cause. Insister sur les phénomènes de désertion, de lâcheté ou de peur oblige à questionner le lien unissant les citoyens à leur démocratie. Durant l'entre-deux-guerres, les régimes libéraux, minés par la crise politique, économique et sociale consécutive à la Grande Guerre et au krach de Wall Street, firent pâle figure face à la vigueur que semblaient incarner les totalitarismes – qu'ils fussent italien, allemand ou soviétique. À la suite d'un Drieu la Rochelle, plus d'un auteur se plaisait à opposer la virilité qu'exhibaient les royaumes de l'homme nouveau à la décadence des démocraties usées par la routine, sapées par le pacifisme, discréditées par les scandales. Ces régimes semblaient incapables de concurrencer la puissance retrouvée de l'Allemagne, voire de l'Italie, à telle enseigne que nombre de chefs civils ou militaires jugèrent parfois, au mépris de la réalité, que la France ou la Grande-Bretagne ne sauraient affronter sur le champ de bataille le III^e^ Reich et ses alliés. On comprend mieux, à cette aune, le satisfecit qu'Eisenhower accorde aux démocraties dès les lendemains de la défaite allemande. « Les victoires de Méditerranée et d'Europe donnent un démenti à ceux qui ont proclamé ou diront en leur temps que

12. Ralph Ingersoll, *Ultra Secret*, Paris, La Jeune Parque, 1947 (éd. américaine 1946), p. 292.

13. Cité par Paul Fussell, *À la guerre…*, *op. cit*., p. 101.

14. Pour reprendre la formule de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

les démocraties sont en décadence, craignent de se battre, sont incapables de rivaliser sur le plan de la productivité avec des économies enrégimentées et refusent de se sacrifier pour des causes communes[15]. » Propos peut-être rapides. Car certains éléments suggèrent que la mobilisation, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, connut quelques ratés. Les hommes purent douter des buts de guerre affichés par les Alliés, ce qui nourrit quelque scepticisme quant à l'efficacité des systèmes de propagande britannique et américain. La machine industrielle patina, à tel point qu'Eisenhower, pour disposer des navires de débarquement, dut retarder d'un mois la date du Jour J afin de bénéficier d'un délai supplémentaire de production. Faut-il enfin rappeler que l'équipement britannique dépendit de l'assistance américaine ? Pour ne citer que ce seul exemple, les brigades et divisions blindées de Sa Gracieuse Majesté, sur le théâtre normand, furent aux deux tiers équipées de chars *made in USA*, les industriels du Royaume-Uni se révélant tout bonnement incapables, tant qualitativement que quantitativement, de répondre aux demandes de leur armée[16]. Ainsi, le prix que chaque citoyen – homme ou femme, civil ou combattant, patron ou ouvrier – accepta d'acquitter pour servir son pays et la cause de la démocratie varia en fonction des individus, des classes et des nations. Bref, on ne saurait tenir pour acquis que tous acceptèrent de se mobiliser au service de la machine de guerre alliée en général et du débarquement en particulier.

Mais retrouver la guerre ne doit pas conduire à exclure ce qui, on le sait depuis Clausewitz, en forme l'essence – le politique. Selon une formule célèbre, le théoricien prussien avance en effet que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Évidence parfois oubliée au point que nombre d'ouvrages dévolus au débarquement se sont surtout polarisés sur les questions militaires ou stratégiques, écartant les aspects diplomatiques. D'autres ont à l'inverse privilégié les pistes

15. Dwight D. Eisenhower, *Croisade…*, *op. cit*., p. 508.

16. Correlli Barnett, *The Audit of War. The Illusion and Reality of Britain as a Great Nation*, Londres, Pan Book, 2001 (1re éd. 1986), p. 164.

politiques ou diplomatiques. Certains, enfin, se sont concentrés sur l'économie[17]. Cette segmentation de la production historique n'a pu que concourir à masquer la profonde solidarité de facteurs étroitement corrélés. Comment comprendre que la France ait été désignée pour théâtre d'opérations sans envisager un faisceau de raisons ? Ce choix servait, de toute évidence, des impératifs logistiques (proximité des côtes anglaises ou densité des voies de communication obligent), mais répondait aussi à une logique géopolitique visant à prendre en gage, aux dépens des Soviétiques, la part la plus prospère de l'Europe – la France et l'Allemagne représentant évidemment un atout plus intéressant que les Balkans[18]. Et quand Winston Churchill demandait que les opérations se déroulent en Méditerranée, il entendait certes éviter de lourdes pertes humaines à son pays, l'attaque frontale contre la forteresse Europe étant réputée plus coûteuse que la stratégie périphérique chère au Premier ministre. L'histoire, au vrai, plaidait dans son sens. Les opérations amphibies, toujours risquées – puisque l'arrivée par la mer dessert considérablement les assaillants –, avaient souvent tourné au désastre, à l'instar de Gallipoli, en 1915, de sorte qu'on ne saurait reprocher à Churchill sa prudence. Ce dernier, cela dit, entendait tout autant ménager la vie de ses hommes que maintenir l'influence du Royaume-Uni dans une zone de longue date conquise aux intérêts britanniques. Inversement, l'option française *in fine* retenue par Washington et imposée sans ménagements excessifs à son allié répondait à une logique militaire : finir au plus tôt la guerre en attaquant l'adversaire en son point le plus fort. Mais ce choix revenait également à entériner la fin de l'hégémonie britannique en Méditerranée tout en acceptant que l'Union soviétique y étende son influence. Ces calculs n'épargnaient pas le camp adverse : le

17. Compte tenu de la fragmentation disciplinaire, les spécialistes de relations internationales tendent à ignorer les problèmes économiques, les historiens du social ne se penchant guère sur les questions diplomatiques. Ce qui n'enlève rien à la très grande qualité de ces recherches, servies aux États-Unis, en Grande-Bretagne comme au Canada par des chercheurs de talent.

18. Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and United States Foreign Policy. 1943-1945*, New York, Vintage Books, 1968, p. 28.

2 juillet 1944, Rommel se demande « s'il faut chercher la solution avec la Russie ou avec les Anglo-Américains. Il est fermement partisan d'une entente avec l'Occident. "Mais il est grand temps que les politiques négocient tant qu'ils tiennent encore quelques atouts en mains"[19] ». Inutile d'ajouter que ces conceptions pesèrent sur la stratégie menée en 1944 par les chefs allemands, et notamment par le Renard du désert.

C'est au premier chef sous l'angle militaire que nous envisagerons l'opération *Overlord*. Le débarquement en Normandie constitue d'abord une opération armée dirigée contre le III^e^ Reich ; la stratégie, la tactique et les combats doivent donc se placer au cœur de l'analyse, et ce du 6 juin 1944 à la libération de Paris, le 25 août 1944, la campagne se présentant comme un ensemble cohérent du point de vue guerrier. Les ressorts, fort complexes, de la victoire seront analysés, car ce succès n'a pas été exempt de controverses, mêlant après-guerre acteurs et historiens dans des débats interminables que pimentèrent les passions nationales[20]. Les Américains ont ainsi violemment contesté la conduite des opérations menée par le général Montgomery[21], les historiens britanniques prenant aussitôt la défense du héros de El-Alamein[22]. Cette rivalité ne doit cependant pas masquer les autres aspects de la campagne de France, le rôle tenu par la Résistance française et la façon dont civils et militaires ont vécu les combats.

Au rebours de tant d'idées reçues, le débarquement en lui-même n'a pas été si meurtrier. Les pertes, au soir du 6 juin, se montèrent à 4 900 hommes (soit 2,8 % des effectifs débarqués), alors que les états-majors s'attendaient à un carnage. En revanche, la bataille de Normandie, menée dans un bocage où les haies

19. Friedrich Ruge, *Rommel face au débarquement 1944*, Paris, Presses de la Cité, 1960 (éd. allemande 1959), p. 252.

20. Beaucoup d'études se contentent de refléter un point de vue chauvin, relève Max Hastings dans *Overlord…*, *op. cit.*, p. 11.

21. Le dossier le plus sérieux – mais le plus sévère – a été instruit par Carlo d'Este dans *Histoire du débarquement. Janvier-juillet 1944*, Paris, Perrin, 2013.

22. On pourra se reporter à la version abrégée de la somme de Nigel Hamilton dans Nigel Hamilton, *The Battles of Field Marshal Bernard Montgomery*, New York, Random House, 1994.

composaient de redoutables obstacles, fut lourde de victimes et très éprouvante pour la troupe, au point de provoquer de profonds traumatismes et de nombreuses victimes psychiatriques. Volontiers euphémisé dans les Mémoires des généraux – mais non dans leurs rapports –, fréquemment passé sous silence par de nombreux auteurs, ce fléau posa un rude problème moral aux états-majors. Fallait-il, pour ne citer que ce dilemme, considérer le soldat défaillant comme un malade (à hospitaliser) ou comme un lâche (passible de la cour martiale) ? D'autres dysfonctionnements minèrent la discipline des armées : désertions mais aussi vols ou viols, commis au cours de la campagne. Il importe d'en rendre compte et d'en mesurer les effets sur les civils. Car les militaires ne furent pas seuls à souffrir de la violence de guerre. Bombardés par l'aviation alliée, pilonnés par ses forces navales, exposés aux combats et aux brutalités de la soldatesque, les Normands acquittèrent un lourd tribut au dieu Mars. En Basse-Normandie, où les opérations provoquèrent quelque 14 000 morts au cours de l'été 1944[23], la population nourrit envers ses libérateurs des sentiments ambivalents, partagée entre reconnaissance et ressentiment. « La population française ne semblait guère heureuse de nous voir arriver comme un pays vainqueur libérant la France. Ils étaient assez contents comme ils étaient ; nous apportions la guerre et la désolation à leur pays », relève le général britannique Brooke, chef de l'état-major impérial[24]. Quel que soit l'héroïsme dont les Alliés et les civils firent preuve – et cet héroïsme fut réel –, ces faits moins glorieux méritent d'être pris en compte, pour sortir des lieux communs que mobilise la légende.

Aspects économiques et logistiques ne sauraient non plus être délaissés dans la mesure où ils conditionnèrent largement le succès du débarquement. L'entreprise dépendait bien entendu de la capacité alliée à fournir les troupes et les matériels

23. Michel Boivin, Gérard Bourdin, Jean Quellien, *Villes normandes sous les bombes*, Caen, Presses universitaires de Caen-Mémorial de Caen, 1994, p. 25.

24. Field Marshal Lord Alanbrooke, *War Diaries 1939-1945*, Londres, Phoenix Press, 2002 (1re éd. 1957), p. 557.

nécessaires – armes, chars, aviation, bâtiments de guerre et de transport. Mais elle dépendait tout autant de leur aptitude à les transporter, en temps et en heure, sur le théâtre d'opérations. L'issue de la bataille résultait donc en partie de la course engagée entre Allemands et Alliés pour acheminer sur le champ de bataille des forces susceptibles, par leur nombre, d'écraser l'adversaire. Étroitement corrélés, facteurs économiques et logistiques ont par conséquent joué un rôle essentiel quoique trop souvent idéalisé : l'industrie américaine a donné la mesure de son efficacité mais ne fut pas nécessairement cet instrument parfait capable, à partir de 1943, de « répondre à tous les besoins[25] ». De même, si les logisticiens du SHAEF (Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Forces) accomplirent des miracles, ils ne purent mener à bien l'ensemble de leurs projets. Plutôt que d'attaquer des ports solidement défendus par l'ennemi pour débarquer leurs renforts, les Alliés imaginèrent de construire deux ports artificiels considérés, le plus souvent, comme des atouts essentiels. À se borner à une stricte appréciation statistique, tel ne fut pas le cas, puisque le site d'Arromanches, laissé seul intact après la tempête du 19 juin 1944, n'assura le transit que de 33,1 % du seul tonnage britannique entre le 6 juin et le 12 octobre 1944[26]. Le mythe, ici encore, mérite quelques correctifs.

Relevant de la guerre et du politique, le débarquement nous invite à réfléchir aux buts que s'assignait la coalition mais encore à la logique des conflits opposant, dans une géométrie variable, Londres, Moscou ou Washington. Si l'Alliance se maintint jusqu'à la défaite allemande, elle fut, au quotidien, moins idyllique que ne l'affirme Eisenhower. « Les gouvernements et leurs sections économiques, politiques et militaires s'étaient associés en un grand effort où les divergences nationales ne posaient pas de bien graves problèmes[27]. » En réalité, les désaccords entre les membres de la coalition abondèrent. De fait, les contentieux

25. André Kaspi, *Les Américains*, t. I, *Naissance et essor des États-Unis. 1607-1945*, Paris, Seuil, « Points », 1986, p. 329.

26. Section historique, Aspects opérationnels Mulberry B, 10 mai 1945, Public Record Office (désormais PRO) CAB 106/966.

27. Dwight D. Eisenhower, *Croisade…*, *op. cit*., p. 508.

stratégiques (où attaquer ?) se doublèrent de polémiques diplomatiques opposant Winston Churchill, Joseph Staline et Franklin Roosevelt, tous trois préoccupés par l'après-guerre. Car, loin de placer sa diplomatie à la remorque des opérations militaires, le président américain a bien agi en chef d'État développant une certaine idée des relations internationales[28]. À telle enseigne que, « s'il y a eu guerre froide, c'est bien parce que les alliés de la coalition antihitlérienne se sont mutuellement empêchés de réaliser les buts de guerre en fait incompatibles que chacun avait définis de son côté avant 1945[29] ». Dans cette optique, *Overlord* ne répond pas à un simple objectif militaire mais se fonde sur une base politique – comme l'a montré, non sans arguments, Warren Kimball[30]. Cette donnée explique en partie le traitement réservé à Charles de Gaulle par la Maison-Blanche ; l'homme du 18 Juin fut, non sans succès, tenu écarté de la libération de la France pour des motifs excédant les questions de personnes.

Sortir d'une histoire magnifiée du débarquement conduit à s'inscrire dans la tradition des historiens anglo-saxons qui ont frayé la voie, tout en s'appuyant sur des archives puisées en Grande-Bretagne (Public Record Office), aux États-Unis (National Archives and Records Administration, Eisenhower Library), ou en France (ministère des Affaires étrangères). Pièce à pièce, ces éléments composent le plan et l'arrière-plan d'un tableau qui n'entend dissimuler ni les ratés ni les difficultés d'une entreprise titanesque. Failles et contingences donnent le véritable prix de la victoire. Elles amènent à reconnaître la qualité d'hommes, et non de demi-dieux, aux jeunes soldats britanniques, américains et canadiens qui, à l'aube du 6 juin, s'élancèrent sur les plages normandes. N'est-ce pas l'hommage le plus honnête que l'on puisse leur rendre ?

28. Mark A. Stoler, « The United States : the Global Strategy », in David Reynolds *et alii* (dir.), *Allies at War. The Soviet, American and British Experience*, New York, St. Martin's Press, 1994, p. 74-75.

29. Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans…*, *op. cit.*, p. 19.

30. Warren F. Kimball, *The Juggler. Franklin Roosevelt as a Wartime Statesman*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 14 *sq.*

CHAPITRE PREMIER

Alliés… mais pas trop

Que les Alliés aient dû, pour vaincre l'Allemagne, reprendre pied sur le continent européen relève aujourd'hui de l'évidence. Qu'ils aient, pour ce faire, désigné la France semble tout aussi naturel : la victoire ayant ratifié ce choix, la mémoire le consacre en transformant les plages normandes en lieu de pèlerinage où anciens combattants et spectateurs se mêlent pour célébrer le Jour J. Ainsi, logiques historiques et effets mémoriels se conjuguent pour présenter la Normandie comme une option répondant à une implacable nécessité. Et pourtant, l'opération *Overlord*, déclenchée à l'aube du 6 juin 1944, n'est pas allée de soi. Elle a suscité, entre 1942 et 1943, de violents débats stratégiques entre Américains, Britanniques et Soviétiques, chacun défendant des approches géopolitiques si difficilement conciliables que l'entreprise en fut très retardée. Il fallut en effet attendre le 13 avril 1943 pour qu'un général britannique, Frederick Morgan, soit officiellement chargé de préparer quelques plans. Encore ne s'agissait-il que d'esquisses. *Overlord* ne fut approuvé qu'à la conférence de Téhéran (28 novembre-1er décembre 1943), Eisenhower – nommé chef suprême du corps expéditionnaire – ne recevant son commandement que le 6 décembre 1943. En raison de leurs désaccords, les Alliés ne disposèrent donc que de cinq mois (de janvier à mai 1944) pour planifier une entreprise dont tous, pourtant, soupçonnaient la complexité. C'est que chaque allié entendait mener la guerre à sa façon !

Faire la guerre, versions originales

Jusqu'en 1943, la Grande-Bretagne affronta une situation contrastée où l'ombre le dispute à la lumière. Sous la ferme direction de Winston Churchill, son Premier ministre depuis le 10 mai 1940, elle avait réussi à résister à l'ouragan *Blitzkrieg* en rapatriant une partie de son corps expéditionnaire à Dunkerque, à l'emporter sur la Luftwaffe lors de la bataille d'Angleterre et à opposer aux bombardements allemands sur Londres et Coventry la détermination d'un peuple résolu. Protégé, par son insularité, de l'invasion allemande, le Royaume-Uni connaissait pourtant des heures difficiles. D'une part, les sous-marins de la Kriegsmarine menaçaient son approvisionnement. D'autre part, en Asie, l'Empire ne résistait pas aux assauts du Japon : Hong Kong capitulait le 24 décembre 1941 ; la Malaisie, Singapour, la Birmanie étaient conquis dans les mois suivants. En Afrique, Rommel menait une campagne éclair, s'emparant, le 14 juin 1942, de la place forte de Tobrouk et menaçant Alexandrie. Certes, le général Montgomery infligeait à l'Afrika Korps une sévère défaite à El-Alamein (3 novembre 1942), mais cette victoire – l'unique véritable succès remporté par les seuls Britanniques en quelque deux années… – ne pouvait masquer l'étendue de leurs revers.

La Grande-Bretagne devait donc mener une stratégie prudente, privilégiant la défensive et évitant l'engagement direct. D'autant qu'à l'exception d'El-Alamein, cette confrontation s'était toujours soldée par une déroute – en France comme en Crète, à Dieppe comme à Tobrouk[1]… Du coup, la Grande-Bretagne visait à tenir plutôt qu'à vaincre. Winston Churchill espérait l'emporter en usant l'Allemagne par une guerre d'attrition *via* le blocus économique – que livrait la Royal Navy – et par la guerre aérienne qu'engageaient de nuit les bombardiers de la RAF. Cette option ménageait les forces terrestres, trop faibles pour être envoyées

1. Alex Dantchev, « Great Britain : the indirect strategy », in David Reynolds *et alii* (dir.), *Allies at War…*, *op. cit.*, p. 3 *sq.*

sur le continent, et préservait le potentiel britannique, incapable, pour l'heure, de rivaliser avec la puissance militaire du Reich.

C'était une stratégie pluriséculaire : du duc de Marlborough, âme de la coalition contre Louis XIV (et ancêtre de Churchill…), à la Première Guerre mondiale, Londres avait toujours préféré mener une stratégie périphérique, en attaquant l'ennemi sur ses points faibles plutôt que de mener un assaut frontal, toujours coûteux et parfois inutile. Biographe de son aïeul et inspirateur de l'expédition sur les Dardanelles, Winston Churchill avait, à cet égard, retenu les leçons de l'histoire[2].

Cette stratégie montra pourtant très vite ses limites en condamnant la Grande-Bretagne à disperser ses forces en Méditerranée, en Afrique comme au Moyen-Orient, éclatement qui explique en partie les échecs subis entre 1940 et 1942[3]. L'essentiel de ses troupes se battait pour conquérir des points faibles qui, de toute évidence, présentaient un intérêt relatif. Le sort du Reich se jouait en Europe continentale et non dans les sables égyptiens[4]. Cette guerre de retardement, surtout, ne répondait pas à la question centrale : comment battre l'Allemagne dans les meilleurs délais ? Certes, les dirigeants britanniques n'excluaient pas un débarquement. Dès 1940, Winston Churchill créait un état-major pour les opérations amphibies (Combined Operations Staff), chargé de tester le matériel et de préparer des raids sur l'Europe occupée en attendant le grand jour. Mais le débarquement était ajourné à une date imprécise et *in fine* subordonné à l'effondrement de l'Allemagne[5]. Hanté par le souvenir de la Première Guerre mondiale et des offensives aussi meurtrières qu'infructueuses de Passchendaele, Winston Churchill attendait, pour lancer ses troupes à l'assaut de l'Europe de l'Ouest, que l'Allemagne, saignée à blanc, soit dans l'incapacité de riposter. Compte tenu du potentiel indus-

2. Trumbull Higgins, *Winston Churchill and the Second Front. 1940-1943*, New York, Oxford University Press, 1957, p. 125 *sq*.

3. Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front. American Military Planning and Diplomacy in Coalition Warfare, 1941-1943*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1977, p. 25 *sq.*

4. Trumbull Higgins, *Winston Churchill and the Second Front…*, *op. cit*., p. 191-201.

5. *Ibid.*, p. 203.

triel et militaire allemand, la guerre pouvait, à ce compte, durer encore de longues années.

Pour des raisons patentes, l'Union soviétique ne disposait pas de la même marge de manœuvre. Surprise par l'attaque allemande déclenchée le 22 juin 1941, l'URSS, durant les premiers mois de la guerre, frôla la défaite, subissant une véritable déroute : les dix-huit premiers jours, la Wehrmacht avança de 450 kilomètres. Dans les six premiers mois de la guerre, elle prit les pays baltes, une large partie de l'Ukraine, captura 3 350 000 soldats et officiers soviétiques[6], contrôla le cœur industriel du pays et plus de 40 % de sa population. Si l'Armée rouge, à l'automne 1941, donnait un coup d'arrêt à cette progression, bloquant les forces allemandes devant Moscou et Leningrad, elle subissait, durant le printemps et l'été 1942, de nouvelles offensives qui se soldaient par la perte de la Crimée et d'une partie du Caucase et portaient l'armée de Hitler au bord du Don et de la Volga. Littéralement aux abois en 1941, Staline avait miraculeusement rétabli la situation en 1942, rééditant, par une politique de la terre brûlée et des démontages d'usines, le schéma de Koutouzov dans la guerre napoléonienne. Ainsi, il évita la chute de sa capitale, Moscou, et du berceau de la Révolution, Leningrad. Pour autant, rien ne garantissait à l'époque la victoire : l'ouverture d'un « second front » à l'Ouest représentait donc à ses yeux une impérieuse nécessité. Il évoqua d'ailleurs cette perspective dès son premier télégramme à Churchill, le 18 juillet 1941. Le débarquement allié contraindrait les Allemands à combattre sur deux fronts. Outre la dimension stratégique qui allégeait le fardeau pesant à l'est sur l'Armée rouge, l'opération comportait un aspect diplomatique : elle démontrait le total engagement des Anglo-Américains dans la guerre. Elle garantissait par conséquent les Soviétiques contre les risques d'une paix séparée unissant, contre Moscou, Londres, Berlin et Washington. C'était donc pour Staline une priorité sur laquelle il pouvait néanmoins transiger, si la Grande-Bretagne et les États-Unis acceptaient de lui livrer du matériel civil ou militaire.

6. Richard J. Overy, *Russia's War. A History of the Soviet War Effort. 1941-1945*, Londres, Penguin Books, 1998 (1re éd. 1997), p. 117.

Les États-Unis, enfin, affichaient sur la question du second front une fermeté surprenante. Entrés dans la guerre suite à l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, les Américains auraient dû, en toute logique, désigner le Japon comme leur principal adversaire. Or ils affirmèrent dès 1941 que leur objectif essentiel était l'Allemagne (*Germany first*) et ce en dépit des réticences de l'opinion publique. En février 1943, 53 % des Américains estimaient encore que le Japon restait le premier ennemi des États-Unis, 34 % seulement désignant nommément le III[e] Reich[7]…

Cette approche paradoxale relevait moins de la diplomatie de la Maison-Blanche que de la stratégie du Pentagone. Pour les chefs militaires, l'Allemagne représentait la vraie cible : une fois le III[e] Reich battu, le Japon ne pourrait, seul, poursuivre la lutte. Ce constat invitait donc à mener une guerre offensive contre l'Allemagne, défensive contre le Japon, pour vaincre au plus vite l'adversaire le plus redoutable. Cette analyse prolongeait une tradition déjà ancienne. Dès la guerre de Sécession (1861-1865), les dirigeants nordistes avaient en effet préféré l'assaut frontal contre l'ennemi, attaquant les sudistes sur l'ensemble du front plutôt que de les vaincre par des offensives ponctuelles. Pershing, en 1917-1918, avait poursuivi dans cette voie[8]. De ce point de vue, le Pentagone en 1941 ne bradait pas l'héritage. Cette option présentait en outre l'avantage de consolider les positions de l'infanterie aux dépens de la marine. Privilégier le Pacifique aurait en effet favorisé l'US Navy qui, sur ce théâtre, combattait la marine nippone tout en assurant la logistique des opérations amphibies. Mais, en 1942, la flotte américaine, à peine remise du désastre de Pearl Harbor, n'avait en aucun cas les moyens de son ambition – assumer seule le poids de cette guerre mondiale, en livrant bataille contre le Japon. L'éclatante victoire de Midway (4 juin 1942)[9], en outre, la priva

7. William O'Neill, *A Democracy at War. America's Fight at Home and Abroad in World War II*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1993, p. 166.

8. Russel F. Weigley, *Eisenhower's Lieutenants. The Campaign of France and Germany. 1944-1945*, Bloomington, Indiana University Press, 1981, p. 5 *sq.*

9. William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia. Their Co-Operation and Conflict. 1941-1946*, Londres, Oxford University Press, 1953, p. 192 *sq.*

paradoxalement d'un argument : après cette défaite nippone, aucun responsable américain ne pouvait plus prétendre que l'empire du Soleil-Levant constituait encore un péril mortel. Toute volonté hégémonique de l'US Navy, de plus, aurait été inacceptable aux yeux de l'armée de terre, bien décidée à maintenir son rang. Le second front présentait la solution idéale : vaincre au plus vite l'Allemagne ; contenir les rêves de domination de la marine ; consolider l'alliance, en maintenant l'Union soviétique dans la guerre et en offrant à une Grande-Bretagne inquiète la certitude que les États-Unis seraient à ses côtés jusqu'à la victoire, Washington subordonnant la guerre contre le Japon à la défaite du Reich[10]. Du point de vue américain, le second front était donc d'autant plus pertinent qu'il résolvait l'équation à plusieurs inconnues que posait la conduite de la guerre.

Dès août 1941, le lieutenant-colonel Edwin E. Schwien, de la Division du renseignement (Army's Intelligence Division), préconisait cette solution pour aider l'Union soviétique[11]. L'idée ne tarda pas à faire son chemin. Le 28 février 1942, le nouveau chef de la Division des plans de guerre (War Plans Division), Dwight Eisenhower, remit au général Marshall, chef d'état-major des armées, un mémorandum insistant sur la nécessité d'un débarquement. Le 27 mars, cette même division – devenue Division des plans d'opérations (Operations Plans Division) – soumettait un schéma plus précis, baptisé mémorandum Marshall. Il prévoyait l'acheminement des troupes vers le Royaume-Uni à un rythme progressif qui valut à l'opération d'être baptisée *Bolero*, par analogie avec le crescendo de l'œuvre de Ravel. Il programmait le débarquement pour le printemps 1943 (opération *Roundup* – « rassemblement »). En cas d'affaiblissement de l'Allemagne ou d'effondrement de l'URSS, les stratèges envisageaient toutefois de lancer une démarche moins ambitieuse – *Sledgehammer* (« masse de forgeron »). Le 1er avril 1942, le président validait ce schéma[12].

Jusqu'en 1942, Roosevelt n'était pas resté insensible aux argu-

10. Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front…*, *op. cit.*, p. 30.
11. *Ibid.*, p. 13.
12. *Ibid.*, p. 35.

ments développés par les tenants d'une guerre d'usure fondée sur une stratégie périphérique. Les chefs militaires américains s'en plaignaient, soupçonnant le président d'être sous l'influence pernicieuse de la Grande-Bretagne en général et de Winston Churchill en particulier. Au printemps 1942, pourtant, Roosevelt leva l'équivoque. En avalisant le mémorandum Marshall, en écartant la tentation de l'option Pacifique, il offrit un soutien de poids aux partisans d'un débarquement à l'Ouest de l'Europe. Malgré cet appui, des réserves subsistaient au point que le débarquement n'intervint qu'au printemps 1944. Entre 1942 et 1943, les États-Unis durent, par conséquent, vaincre les réticences de la Grande-Bretagne et calmer l'impatience de l'Union soviétique – en un mot créer un consensus sur l'opération, sa date et son lieu. Les grandes conférences qui se déroulèrent, entre 1941 et 1943, répondirent précisément à cet objectif : créer les termes d'un accord afin de mettre sur pied une entreprise décidément ardue.

Conférences au sommet (acte I)

Londres et Washington dégagèrent, dès 1941, les termes d'une coopération fructueuse et confiante. Les pourparlers de Washington, tenus du 29 janvier au 27 mars 1941, permirent aux états-majors de s'accorder sur quelques grands principes. « Membre prédominant des puissances de l'Axe », l'Allemagne était désignée comme l'adversaire prioritaire, « le principal effort militaire des États-Unis » visant par conséquent les zones de l'Atlantique et de l'Europe[13]. Les deux puissances décidèrent également d'échanger des missions militaires afin de faciliter leur collaboration qui, sur le plan économique, s'inscrivit dans le cadre d'un prêt-bail (*lend-lease*, 11 mars 1941) où l'Amérique acceptait de livrer au Royaume-Uni les marchandises dont elle avait besoin, sans en exiger le paiement. À l'heure où le conflit épargnait les États-Unis, il était sans doute impossible d'aller plus loin. La Grande-Bretagne recevait toutefois l'assurance que, dans

13. William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit*., p. 8.

l'hypothèse d'une conflagration mondiale, son ancienne colonie ne l'abandonnerait pas.

L'attaque contre Pearl Harbor bouleversa la donne. Désormais alliés contre l'ennemi commun, Churchill et Roosevelt purent, lors de la conférence *Arcadia* (Washington, 22 décembre 1941-14 janvier 1942), définir plus concrètement la conduite de la guerre. Trois garanties apaisèrent les craintes du Premier ministre : l'Allemagne restait, malgré la félonie japonaise, l'adversaire prioritaire ; la production de matériel militaire américaine ne serait pas exclusivement réservée aux forces US[14] ; la direction de la structure du commandement serait unifiée. Doté de pouvoirs considérables, le Combined Chiefs of Staff (CCS, « Grand État-Major combiné »), siégeant dans la capitale américaine et comprenant délégués américains et britanniques, devait subvenir aux opérations, superviser les plans, soumettre des recommandations à l'approbation des chefs politiques de la coalition. Certes, le CCS ne constituait pas un commandement unique (le pouvoir appartenait à parité aux représentants de leurs pays) ; certes, il excluait les Soviétiques, pourtant engagés dans la lutte antinazie (signe que la guerre à l'Est restait déconnectée de la guerre à l'Ouest). Ce système permettait néanmoins d'harmoniser la stratégie des deux puissances occidentales tout en évaluant en commun ressources et matériels : un progrès considérable par rapport à la Première Guerre mondiale où aucun belligérant n'avait disposé d'un instrument comparable.

Quelques ombres, pourtant, ternissaient l'accord entre les Alliés. Alors que le général Marshall plaidait pour un engagement direct contre l'Allemagne, Churchill suggéra d'attaquer l'Afrique du Nord une fois achevée la campagne de Libye. Au grand dam des militaires américains, Roosevelt prêta une oreille attentive à cette proposition, baptisée *Gymnast*, que la conférence décida de planifier. Aux yeux du président, le scénario nord-africain assurait, il est vrai, de solides avantages. En termes stratégiques et économiques, il sanctuarisait la Méditerranée et évitait aux convois acheminant hommes et matériels sur le Moyen-Orient le long et coûteux détour par le cap de Bonne-

14. *Ibid*., p. 103.

Espérance : entre juin 1940 et juin 1942, les Alliés ayant expédié un million d'hommes, 6 000 avions et 4 500 chars par cette route, on savait que le contrôle de l'Afrique du Nord économiserait, selon les estimations britanniques, un million de tonnes de fret[15]. Par ailleurs, le moral des armées ne pouvait que s'en trouver affermi : nombre de soldats britanniques et américains attendant aux États-Unis ou en Grande-Bretagne leur futur engagement, une campagne leur éviterait de se morfondre l'arme au pied dans leurs casernes. Surtout, sur le plan politique, *Gymnast* pourrait détourner l'opinion publique américaine du théâtre Pacifique où les nouvelles restaient désespérément mauvaises[16]. En accordant aux Alliés un succès facile, elle placerait le camp démocrate en bonne position pour gagner les élections de mi-mandat, prévues aux États-Unis le 3 novembre 1942. Raisons stratégiques, psychologiques et politiques plaidaient donc pour le débarquement en Afrique du Nord, malgré l'opposition des experts militaires de Roosevelt.

Ce dernier l'avait par conséquent emporté quand ses conseillers commencèrent à dresser des plans pour le second front, contre-feu destiné à briser la stratégie périphérique que soutenaient les Britanniques. Ils firent valoir que l'option présentait de sérieux risques : en dispersant les efforts, elle n'accélérait en rien la défaite du Reich ; en attirant hommes et matériels sur le théâtre méditerranéen, elle retardait la construction des forces nécessaires à la grande opération – le débarquement en Europe de l'Ouest. Elle risquait, surtout, de mécontenter les Soviétiques qui portaient, quasiment seuls, le fardeau de la guerre.

Entre Est et Ouest

En déclenchant contre l'URSS l'opération *Barbarossa* (22 juin 1941), Adolf Hitler rendit un signalé service aux Alliés. Hier puissance sinon hostile, du moins suspecte – pacte germano-

15. Trumbull Higgins, *Winston Churchill and the Second Front…*, *op. cit.*, p. 134-135.

16. William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit.*, p. 104-105.

soviétique oblige –, l'Union soviétique, sur décret du Führer, se rangeait *de facto* dans le camp des puissances ennemies de l'Axe. Le soir même, Winston Churchill, tout en rappelant son hostilité au bolchevisme, promit de donner « à la Russie et au peuple russe toute l'aide possible[17] ». Le 12 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Vyacheslav Molotov, et l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir Stafford Cripps, signèrent à Moscou une déclaration d'assistance mutuelle. Franklin Roosevelt, pour sa part, dépêcha dans le même temps son conseiller personnel, Harry Hopkins, pour assurer Staline du soutien américain… et vérifier tant la résolution que la capacité des Soviets à combattre. Au vu des désastres qui s'abattaient sur l'URSS, la précaution n'était sans doute pas inutile ! En septembre 1941, enfin, une mission anglo-américaine, conduite par Averell Harriman – envoyé personnel du président Roosevelt – et lord Beaverbrook – ministre des Approvisionnements dans le cabinet Churchill –, jeta les bases d'une coopération économique que devait alimenter l'aide en matériel promise par Londres et Washington à leur nouvel allié.

Cette collaboration ne dissipait pas la défiance réciproque des nouveaux partenaires car l'anticommunisme sévissant durant l'entre-deux-guerres en Grande-Bretagne comme aux États-Unis avait laissé quelques traces. On ne saurait pourtant les surestimer. En octobre 1941, un sondage révélait ainsi que 51,4 % des Américains se montraient favorables à l'assistance octroyée à l'Union soviétique, 13 % seulement s'y opposant[18]. En revanche, l'effondrement soviétique inspirait de légitimes inquiétudes, quelques dirigeants américains estimant que l'URSS allait perdre la guerre. Tout en protestant de son soutien, la Grande-Bretagne craignait, par ailleurs, que l'aide apportée à Moscou par les États-Unis ne lui soit décomptée. Elle s'évertua donc à la restreindre[19]. Staline, pour sa part, n'accordait qu'une confiance limitée aux puissances

17. Cité par François Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 1999, p. 344.

18. Mikhaïl Narinski, Lydia Pozdeeva *et alii*, « Mutual Perceptions : Image, Ideals and Illusions », in David Reynolds *et alii* (dir.), *Allies at War…*, *op. cit.*, p. 318.

19. Warren F. Kimball, *The Juggler*, *op. cit.*, p. 29-30.

occidentales dont il redoutait qu'elles laissent nazis et bolcheviques s'entretuer pour *in fine* cueillir les lauriers de la victoire. Les querelles de bornage, par surcroît, compliquaient la donne. Les puissances occidentales devaient-elles ainsi reconnaître l'annexion des pays baltes perpétrée en 1940, dans le sillage du pacte germano-soviétique ? Quelles frontières fallait-il concéder à une Pologne dont le Reich et l'URSS s'étaient partagé la dépouille en 1939 ? Au sein de la coalition, ces problèmes parasitaient l'entente. Le second front, en d'autres termes, ne fut jamais dissocié des buts géopolitiques que poursuivait la diplomatie soviétique et fut, avec une belle constance, réclamé trois années durant, s'inscrivant en tête de ses priorités.

Pour obtenir satisfaction, Staline ne lésina pas. Il invoqua d'abord le risque d'un effondrement soviétique puis brandit la menace d'une paix séparée. Dans un télégramme adressé à Churchill le 23 juillet 1942, il regrettait par exemple que la question du second front « ne soit pas traitée avec le sérieux qu'elle mérite… Je dois déclarer, de la façon la plus solennelle, que le gouvernement soviétique ne peut accepter le report du second front en 1943[20] ». Il fit également mener de vigoureuses campagnes de presse. Le 23 février 1942, notamment, il publia un ordre du jour, partout diffusé, d'une modération inusitée. « Le but de l'Armée rouge est de chasser les occupants allemands de notre pays et de libérer le sol soviétique des envahisseurs fascistes allemands. Il est tout à fait probable que la guerre pour la libération du territoire soviétique aboutira à chasser ou à détruire la clique hitlérienne […]. Mais il serait ridicule d'identifier la clique hitlérienne avec le peuple et l'État allemands. L'histoire montre que les Hitler viennent et s'en vont alors que le peuple et l'État allemands demeurent[21]. » En suggérant que l'évacuation du sol soviétique représentait un seul et unique préalable, Staline sous-entendait qu'une paix séparée était possible – un moyen évident d'agiter un chiffon rouge sous les yeux des Anglo-Américains

20. Staline, télégramme à Winston Churchill, 23 juillet 1942, cité par William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit.*, p. 190.

21. Cité par William Hardy McNeill, *ibid.*, p. 168-169.

et de faire pression sur eux. Moscou, de même, mobilisa ses affidés dans les pays alliés. En mai 1942, une manifestation en faveur du second front rassembla à Trafalgar Square quelque 50 000 personnes[22]. L'Union soviétique, enfin, n'hésita pas à rappeler ses ambassadeurs Maïski et Litvinov en juillet 1943, mesure qui suscita la perplexité des dirigeants nazis. « Le Führer ne comprend pas pourquoi les deux Juifs Maïsky [*sic*] et Litvinov ont été rappelés des capitales anglo-américaines par Staline. Celui-ci doit bien avoir une idée derrière la tête. En tout cas, Staline est en train de soumettre les Anglo-Américains à un énorme chantage. Il veut les forcer à ouvrir un second front[23]. » Ce n'était pas mal vu. Mais s'agissait-il d'une posture ou d'une juste colère – dûment motivée par une promesse non tenue ?

Bien qu'il ait exigé, dès 1941, un second front, Staline n'ignorait pas que les Alliés étaient, à l'époque, dans la totale impossibilité de l'ouvrir. L'affaire prit une tournure plus complexe après que Molotov se fut, à la demande de Roosevelt, rendu aux États-Unis au printemps 1942. À Washington, le ministre des Affaires étrangères demanda le 30 mai si les États-Unis pourraient « entreprendre une action offensive susceptible de contraindre les Allemands à retirer du front russe quarante divisions […]. Il demandait une réponse sans équivoque. Le Président demanda alors au général Marshall si les événements étaient tels que nous puissions dire à M. Staline que nous préparions un second front. "Oui", répondit le général. Le Président autorisa alors M. Molotov à informer M. Staline que nous comptions ouvrir un second front cette année[24] ». Fort de cet accord, le ministre des Affaires étrangères soviétiques put, à bon droit, se prévaloir du quitus présidentiel pour, dans les mois qui suivirent, réclamer son dû.

22. Angus Calder, *L'Angleterre en guerre. 1939-1945*, Paris, Gallimard, 1972 (éd. anglaise 1969), p. 292.

23. Joseph Goebbels, *Journal. 1943-1945*, Paris, Tallandier, 2005, entrée du 10 août 1943, p. 234.

24. Cité par Robert E. Sherwood, *Le Mémorial de Roosevelt d'après les papiers de Harry Hopkins*, t. II, *Roosevelt chef de guerre (de Pearl Harbour à sa mort)*, Paris, Plon, 1959 (éd. américaine 1948), p. 117.

Pourtant, les négociations avaient suivi un cours plus tortueux, reflet de la duplicité qui animait les acteurs.

De fait, la diplomatie soviétique visait deux buts parallèles : faire reconnaître par ses alliés les frontières de 1940 et obtenir la promesse d'un débarquement. Le 7 mars 1942, Churchill demanda ainsi à Roosevelt son aval pour signer un accord sur les frontières, option que soutenait Eden, son ministre des Affaires étrangères, mais qui ne séduisait guère la Maison-Blanche[25]. Entamant son périple par Londres, le 21 mai 1942, Molotov déchanta rapidement. Rechignant à accorder les garanties territoriales escomptées, Churchill précisait également que les Alliés n'avaient aucunement les moyens d'ouvrir un second front. Sachant, grâce à l'ambassadeur américain à Londres, que la Maison-Blanche ne céderait rien sur les questions territoriales mais entendait se montrer ouverte sur la question du débarquement, du prêt-bail et d'une éventuelle aide pour l'après-guerre, Molotov abandonna, lors des entretiens de Washington, les questions territoriales. Mieux valait la proie d'un second front que l'ombre d'un traité bâclé[26]. Molotov, on l'a vu, obtint la garantie du président. Entretemps, néanmoins, les chefs d'état-major britanniques concluaient à l'impossibilité de lancer *Sledgehammer*. Quand Molotov repassa par Londres, la promesse de débarquement était donc caduque, les Alliés n'ayant ni l'intention ni les moyens de la satisfaire – ce dont Moscou était parfaitement conscient.

« Il est peu probable que les Anglais organisent le second front cette année, confiait Molotov à Dimitrov dès son retour de voyage. Mais il faut faire pression sur eux[27]. » À défaut de débarquement, les Soviétiques disposaient de la garantie offerte par Roosevelt qui leur procurait un moyen de pression non dénué d'efficacité. « Au cours des deux années suivantes, l'assurance que [Roosevelt] avait donnée pesa désagréablement sur sa conscience et le plaça dans une position morale désavantageuse

25. Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front…*, *op cit*., p. 36 *sq.*

26. *Ibid*., p. 43 *sq.*

27. Georges Dimitrov, *Journal. 1933-1949*, Paris, Belin, 2005 (éd. bulgare 1997), p. 668, entrée du 29 juillet 1942.

dans ses tractations avec Staline[28]. » La propagande moscoutaire pouvait également imputer les revers de l'Armée rouge à la faiblesse de l'aide alliée – ce dont elle ne se priva guère. « La principale raison qui explique le succès tactique des Allemands cette année est l'absence de second front qui leur permet d'envoyer toutes leurs réserves sur notre front et de s'assurer une énorme supériorité numérique sur l'axe sud-ouest », notait par exemple Staline dans le rapport célébrant le 25e anniversaire de la révolution d'Octobre[29]. Les Britanniques, quant à eux, écartaient la menace d'un traité territorial qui leur aurait lié les mains… et valu quelques ennuis avec les Polonais. Côté américain enfin, Franklin Roosevelt évitait de s'engager sur les questions territoriales et prouvait sa bonne volonté tout en fortifiant – à peu de frais – la résolution soviétique[30]. Comme il le déclara à Charles Bohlen, expert pour les questions soviétiques au State Department, « un encouragement, même fondé sur de fausses promesses, stimulera la volonté des Soviets[31] ». « Je tiens particulièrement à ce que Molotov rapporte de sa mission des résultats tangibles et qu'il puisse faire à Staline un compte rendu favorable, confirmait-il à Churchill. J'incline à croire que les Russes sont un peu découragés pour le moment[32]. » Le périple molotovien débouchait donc sur un marché de dupes dont tous les partenaires paradoxalement se montrèrent satisfaits.

Le premier semestre de 1942 s'achevait ainsi dans la confusion. Franklin Roosevelt avait accompli le grand écart, prêtant une oreille complaisante aux projets méditerranéens de Churchill tout en promettant aux Soviétiques l'ouverture d'un second front. Loin de clarifier leur position dans les mois qui suivirent, les États-Unis persistèrent à marier la carpe russe et le lapin britan-

28. Chester Wilmot, *La Lutte pour l'Europe*, Paris, Fayard, 1953 (éd. anglaise 1952), p. 131.

29. Mikhaïl Narinski, Lydia Pozdeeva *et alii*, « Mutual Perceptions : Image, Ideals and Illusions », in David Reynolds *et alii* (dir.), *Allies at War…*, *op. cit.*, p. 310.

30. Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front…*, *op. cit.*, p. 51.

31. *Ibid.*, p. 49.

32. Cité par Robert E. Sherwood, *Le Mémorial…*, *op. cit.*, p. 124.

nique, en se lançant dans une stratégie périphérique qui, pour des résultats fort modestes, menaça gravement les projets de débarquement.

Torch et ses suites

Les chefs de l'armée américaine voyaient tout cela d'un œil sombre. Si les promesses inconsidérées faites par Roosevelt aux Soviétiques ne les engageaient guère, l'option méditerranéenne les alarmait, d'autant plus que Churchill revint plaider sa cause à Washington fin juin 1942. Face à cette menace, le général Marshall, soutenu par l'amiral King, proposa le 10 juillet 1942 de privilégier le théâtre Pacifique : on récusait ainsi l'option *Germany first* retenue en 1941. S'agissait-il d'un stratagème utilisé par l'état-major pour fléchir Roosevelt[33] ? Peut-être. Mais d'autres raisons pouvaient motiver cette volte-face : entre le Charybde nord-africain et le Scylla pacifique, Marshall ne choisissait-il pas ce qu'il considérait, à bon droit, comme un moindre mal – la guerre contre le Japon[34]. Le projet fit toutefois long feu. Le président écarta résolument l'option Pacifique. Mais, contre l'avis de son état-major et faute d'un accord britannique sur *Sledgehammer*, il se rabattit, le 25 juillet, sur l'opération *Gymnast*, le débarquement en Afrique du Nord, rebaptisé *Torch* la veille. Encore fallait-il vendre aux Soviétiques ce revirement qui rompait avec la promesse faite à Molotov deux mois auparavant.

Winston Churchill se chargea de cette corvée. Quittant Londres le 1er août, il gagna Moscou, *via* Le Caire, qu'il atteignit le 12 août pour aussitôt rencontrer Joseph Staline. Autant le préciser, les entretiens furent difficiles, le Petit Père des Peuples soufflant, en virtuose, le chaud et le froid au fil des heures. Manifestant une sympathique compréhension le premier jour, séduit par une formule de Churchill représentant la Méditerranée comme le

33. William Hardy MacNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit*., p. 192-193.

34. Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front…*, *op. cit*., p. 55-56.

« ventre mou » de l'Empire allemand, il demanda même que l'attaque en Afrique du Nord « ait lieu le plus tôt possible ». Le lendemain, il se ravisait : « Le refus du gouvernement britannique de créer un second front en Europe en 1942 portera atteinte au moral du peuple soviétique tout entier […], rendra plus difficile la situation de l'Armée rouge sur le front et bouleversera les plans du gouvernement soviétique. » Il insinua même que l'armée britannique péchait par couardise, ce qui lui attira les foudres de Churchill. Le 15 août, en revanche, l'hôte du Kremlin surprit le Premier ministre britannique par sa défense enthousiaste de *Torch* et la cordialité de son accueil[35], au point que les deux hommes sirotèrent quelques alcools jusqu'à 2 h 30 du matin avant de se séparer en fort bons termes. Staline avait donc au final accepté *Torch*, opération engagée, comme on sait, le 8 novembre 1942. Sans doute n'avait-il pas d'autre choix que de faire contre mauvaise fortune bon cœur – tout en montrant à son allié britannique qu'il n'était pas dupe de ses manœuvres.

L'entreprise permettait, on l'a dit, d'affermir le contrôle allié sur la Méditerranée, d'économiser du fret maritime, de stimuler des troupes démotivées, de fournir aux Soviétiques un substitut au second front tout en remettant – du moins pouvait-on l'espérer – l'Empire français dans la guerre. Dans le même temps, elle présentait de graves travers. En détournant troupes et matériels vers l'Algérie et le Maroc, elle ajournait la constitution du corps expéditionnaire chargé, en Grande-Bretagne, de préparer l'invasion. Elle postulait que l'Union soviétique tiendrait, hypothèse – encore risquée en 1942 – que défendaient les Britanniques mais dont doutaient les Américains. Elle offrait surtout la tentation de substituer à un débarquement en Europe de l'Ouest d'autres opérations, dans les Balkans ou en Italie – désormais à portée de main.

Ces risques n'étaient pas imaginaires. Dans les dix mois suivant *Torch*, les Américains limitèrent l'envoi de leurs troupes au

35. Citations et récit proviennent de Robert E. Sherwood, *Le Mémorial…*, *op. cit.*, p. 163 *sq.* Consulter également William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit.*, p. 198 *sq.*

Royaume-Uni ce qui compromit le succès de *Bolero*. Deux tiers des 16 divisions arrivant dans les ports d'embarquement américains en 1942 furent aiguillées vers le Pacifique et, en janvier 1944, les troupes au contact de l'ennemi étaient de 40 % plus nombreuses à lutter contre les Japonais qu'à combattre sur le théâtre méditerranéen[36]. Par ailleurs, si 168 000 soldats américains étaient fin 1942 cantonnés au Royaume-Uni, il ne s'en trouvait plus que 59 000 à la fin mars 1943[37]. À s'en tenir à une stricte appréciation statistique, la stratégie *Japan first* s'était bel et bien substituée à l'option *Germany first*… Plus grave, les Britanniques suggéraient d'utiliser la base nord-africaine pour attaquer « le ventre mou » de l'Axe – l'Italie ou les Balkans – ce qui menaçait gravement le débarquement en Normandie. Au total, « les Alliés devaient […] payer cher cette opération. Non seulement elle nous força à annuler *Roundup* [nom de code, on s'en souvient, du débarquement en Europe du Nord-Ouest] pour l'année suivante, mais elle retarda l'ultime assaut jusqu'en 1944. Car avec cette diversion en Méditerranée, les Alliés s'égaraient sur une annexe de leur offensive stratégique. […] Bien que *Roundup* n'ait pas été abandonné de façon définitive, la dérivation des ressources alliées sur l'Afrique du Nord prévenait l'éventualité d'une invasion par la Manche en 1943 », devait constater le général américain Bradley[38].

De fait, Churchill et Roosevelt, réunis à Casablanca (conférence *Symbol*, 14-24 janvier 1943), s'accordèrent à juger que le débarquement était irréalisable dans l'année. Pour défaire l'Allemagne, les états-majors recommandèrent d'intensifier la lutte sous-marine et les bombardements sur le Reich. En outre, l'abondance des troupes cantonnées en Afrique du Nord commandait d'agir sur le théâtre d'opérations le plus propice, la Sicile. Cette opération contribuerait à soulager les Soviétiques lesquels avaient déjà trouvé un apaisement dans l'exigence de

36. Trumbull Higgins, *Winston Churchill…*, *op. cit*., p. 186.

37. Maurice Matloff, *Strategic Planning for Coalition Warfare. 1943-1944*, Washington, Office of the Chief of Military History, 1959, p. 53.

38. Omar N. Bradley, *Histoire d'un soldat*, *op. cit*., p. 187-188.

« reddition inconditionnelle » formulée par Roosevelt envers Hitler.

Lancé sans que le président ait consulté son allié britannique, cet ultimatum répondait à plusieurs motifs. Il montrait à Moscou que les Anglo-Américains ne souhaitaient pas conclure de paix séparée, une modeste compensation au report d'*Overlord*. Il entendait aussi écarter la légende du « coup de poignard dans le dos » complaisamment diffusée par le haut état-major allemand après la Première Guerre mondiale. Face au tumulte provoqué par le *Darlan Deal* conclu entre les Américains et les autorités néo-vichystes le 22 novembre 1942, il suggérait également que le temps des compromissions était désormais révolu : les Alliés refusaient ouvertement de traiter avec des délégués émanant du fascisme italien, du militarisme japonais ou du régime nazi. L'Allemagne, grande puissance continentale, devenait enfin objet – et non sujet – de son histoire : les trois Grands se chargeraient de définir son sort ultérieur sans qu'elle puisse négocier.

Plusieurs voix ont suggéré que l'idée de « reddition inconditionnelle » avait prolongé la durée de la guerre. De fait, « les puissances anglo-saxonnes se retiraient toute liberté de manœuvre diplomatique et refusaient au peuple allemand tout moyen d'échapper à Hitler […]. Casablanca mit entre les mains de Goebbels une arme de propagande dont la puissance était incalculable. Les nazis étaient désormais fondés à dire à leurs compatriotes : "c'est vous aussi bien que nous qu'ils veulent détruire"[39] ». Comme le souligna, après la guerre, le général Jodl, chef de l'état-major général de la Wehrmacht, « les données pour une négociation, comme elles existaient au cours des guerres précédentes, où l'on pouvait dire : nous avons perdu, nous jetons les armes, nous abandonnons une province, ces données n'existent plus[40] ». Mais cette lecture accorde, sans doute, trop d'importance à la déclaration du président américain. Car la résistance

39. Chester Wilmot, *La Lutte…*, *op. cit.*, p. 155-156.

40. Cité par Marlis G. Steiner, « L'attitude allemande face à la capitulation inconditionnelle », in Maurice Vaïsse (dir.), *8 mai 1945. La victoire en Europe*, Bruxelles, Complexe, 2005 (1re éd. 1985), p. 15.

opiniâtre de la population allemande résulta d'un faisceau plus ouvert de causes : « un ravitaillement somme toute satisfaisant, les contrecoups inattendus des bombardements et de l'exigence alliée de capitulation, la peur des Asiates rouges d'un côté et de la police de l'autre, etc.[41] ». Sans omettre la certitude de la victoire, flamme vacillante à partir de 1942, mais toujours vaillante en 1944 puisque nombre d'Allemands, jusqu'en 1945, crurent à la fortune nazie[42]. « À Hambourg, au début d'avril 1945, malgré tout ce que la ville avait enduré, les enquêtes d'opinion recueillirent des propos confiants. Pas le moindre signe d'une grève ou d'une reddition en préparation, tandis que, jusqu'en mars 1945, persista l'espoir d'une "issue positive de la guerre"[43]. »

Au terme de la conférence de Casablanca, Roosevelt affichait sa satisfaction, malgré le souci que lui avaient causé, nous y reviendrons, les généraux de Gaulle et Giraud. Alors qu'il n'avait pas voyagé depuis son entrée à la Maison-Blanche, il avait vu du pays et avait été reçu, avec un faste tout oriental, dans les palais marocains. L'entente entre les États-Unis et le Royaume-Uni avait été parfaite, ce que suggère le nom donné à la conférence – *Symbol* – destiné à souligner la convergence entre les deux Grands. Parfaite, en tout cas, du point de vue de Churchill qui avait gagné sur toute la ligne. Recevant le droit de négocier avec la Turquie son entrée en guerre, il obtenait que l'Italie devienne le prochain théâtre d'opérations. Surtout, la désagréable perspective du débarquement s'estompait. Certes, un général britannique, Frederick Morgan, nommé chef d'état-major du futur commandant en chef allié (Chief of Staff to the Supreme Allied Commander, COSSAC) devait en préparer les plans mais aucune date n'avait été arrêtée. Ce bilan consterna les stratèges américains, pleinement conscients d'avoir été défaits. « Nous sommes venus, nous avons écouté et nous avons été vaincus », notait tristement – mais non sans réalisme – le général américain

41. Pierre Ayçoberry, *La Société allemande sous le III^e^ Reich. 1933-1945*, Paris, Seuil, 1998, p. 369-370.

42. *Ibid*., p. 369-370.

43. Robert Gellatelly, *Avec Hitler. Les Allemands et leur Führer*, Paris, Flammarion, 2003 (éd. anglaise 2001), p. 295.

Wedemeyer[44]. Faut-il y insister ? Les Américains s'étaient, une fois encore, alignés sur la stratégie préconisée par la Grande-Bretagne.

Conférences au sommet (acte II)

Avec les deux grandes conférences anglo-américaines qui suivirent – *Trident* à Washington (12-25 mai 1943), *Quadrant* à Québec (14-24 août 1943) –, les projets de débarquement se précisèrent enfin.

À Washington, Américains et Britanniques baptisaient l'opération à venir. En la nommant *Overlord* (« suzerain »), ils démontraient toute l'importance qu'ils lui accordaient. Dans la foulée, ils fixaient, enfin, une date cible : le 1er mai 1944. Ils prévoyaient par ailleurs d'allouer quelque 29 divisions à l'entreprise, dont 5 pour la première vague. Pour ce faire, 7 divisions devaient quitter la Méditerranée et rejoindre la Grande-Bretagne. Certes, les chefs n'excluaient pas de poursuivre, après la Sicile, des opérations en Italie, mais ces dernières devaient recevoir l'approbation du Combined Chiefs of Staff, ce qui, en théorie tout au moins, garantissait les États-Unis contre de mauvaises surprises, cette instance étant composée à parité de Britanniques et d'Américains. Au total, *Trident* débouchait – du moins pouvait-on l'espérer – sur un consensus. Londres s'engageait fermement en faveur du débarquement en Normandie, réduisant la voilure en Méditerranée. Mais ce bilan ne pouvait que décevoir les Soviétiques qui espéraient que le débarquement se produirait en 1943. Staline, on le sait, encaissa durement le coup, accusant les Alliés de mauvaise foi, expédiant des télégrammes acrimonieux et rapatriant ses ambassadeurs Maïski et Litvinov[45]. « Dès lors, l'atmosphère rappela de façon alarmante les jours qui avaient précédé le pacte Molotov-Ribbentrop d'août 1939, et l'on se reprit à craindre un armistice russo-allemand. La rencontre Roosevelt-

44. Cité par Maurice Matloff, *Strategic Planning…*, *op. cit*., p. 106.
45. William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit*., p. 277.

Staline se trouva remise indéfiniment[46]. » Les chefs américains, en revanche, se montraient confiants – optimisme que *Quadrant* devait démentir : la conférence de Québec défit en partie ce que la conférence de Washington avait arrêté.

Les apparences sont parfois trompeuses. *Quadrant* semblait en effet consacrer la primauté d'*Overlord*. Les Anglo-Saxons confirmèrent la date cible du 1er mai 1944 et s'accordèrent à soutenir le débarquement prévu en Normandie par une opération complémentaire en Provence (*Anvil*)[47]. De même, ils donnèrent leur bénédiction au plan qu'avait préparé le général Morgan dans le cadre du COSSAC, tout en suggérant de substantiels amendements. Les Britanniques prouvaient également leur bonne volonté, en acceptant le principe d'un commandement américain et en subordonnant les opérations en Italie à la réussite d'*Overlord*. Mais ils assortirent cet accord de réserves techniques qui en grevaient la portée. Pour lancer l'opération, Churchill posait en effet deux conditions : la Luftwaffe devait être substantiellement réduite et le nombre de divisions mobiles allemandes (sans donc les troupes statiques de garnison et de défense côtière) ramené à moins de douze[48]. Exigence vicieuse, dans la lignée de la stratégie d'attrition chère à Winston Churchill puisqu'elle subordonnait le débarquement en Normandie à des conditions imprévisibles en 1943. Certes, le Premier ministre ne faisait que reprendre les conditions techniques posées par le général Morgan. Mais, en déplaçant ces réserves du plan technique à la sphère politique, il procédait à une inversion. Plutôt que de planifier *Overlord* indépendamment de l'état supposé des défenses allemandes, il raisonnait en fonction de cette estimation, s'interdisant de lancer l'opération en deçà d'un certain seuil plutôt que d'ajuster ses plans. Pour les Britanniques, « le succès ne dépendait pas de la force absolue des troupes alliées disponibles pour *Overlord*, mais

46. Robert E. Sherwood, *Le Mémorial…*, *op. cit.*, p. 266.

47. Lionel Frederic Ellis, *Victory in the West*, vol. 1, *The Battle of Normandy*, Londres, HMSO, 1962, p. 18.

48. Conférence *Quadrant*, 2e réunion du président et du Premier ministre avec le grand état-major combiné (Combined Chiefs of Staff – désormais CCS), 23 août 1943, Eisenhower Library (désormais EL), CCS, Boîte (désormais B) 2, vol. 2.

de leur force relative rapportée à celle que les Allemands étaient susceptibles de leur opposer[49] ». À ce compte, la consolidation substantielle du dispositif ennemi n'amenait pas à modifier le scénario ; elle risquait tout bonnement d'annuler le tournage.

Le compromis scellé sur le sol canadien était loin, en d'autres termes, de garantir la viabilité d'*Overlord*. S'il était toujours fixé au 1er mai 1944, le débarquement en Normandie ne bénéficiait d'ailleurs pas de la priorité absolue (*overriding priority*) que réclamaient les chefs américains. Au demeurant, la guerre en Méditerranée était promise à un bel avenir, Rome devant être atteinte avant le débarquement. Certes, ces opérations étaient supposées se dérouler à effectifs constants puisque le CCS refusait d'allouer au théâtre italien des troupes supplémentaires[50]. Rien ne disait toutefois que les perspectives ouvertes dans la péninsule ne seraient pas exploitées, amenant les Alliés à redéfinir leur stratégie. Les Américains campaient sur leurs positions. « Si les conditions actuelles justifient que notre principal effort se porte sur la Méditerranée […], les conditions n'ont cependant pas changé au point de justifier, sur le terrain militaire, que l'on renonce au concept de *Trident*. Nous ne devons pas menacer notre stratégie d'ensemble, qui est pertinente, simplement pour exploiter des succès locaux sur un théâtre que l'on juge généralement secondaire – la Méditerranée[51]. » Rien ne garantissait, pourtant, qu'ils pourraient résister aux pressions de leur allié.

Si *Trident* et *Quadrant* avaient restreint l'éventail des possibles, en affirmant qu'*Overlord* devait, à court terme, devenir l'opération principale pour 1944, ces principes ne s'inscrivaient dans aucune réalité : le commandant appelé à diriger les préparatifs du débarquement n'était toujours pas nommé ; la coopération avec les Soviétiques marquait le pas ; les Britanniques maintenaient leur préférence pour l'option méditerranéenne. Début

49. 108e conférence du CCS, 15 août 1943, EL, CCS/B 2/vol. 2.

50. Gordon A. Harrison, *Cross-Channel Attack*, Washington, US Government Printing Office, 1951, p. 97.

51. Mémorandum de l'état-major inter-armes (Joint Chiefs of Staff – désormais JCS), Concept stratégique pour la défaite de l'Axe en Europe, 9 août 1943, EL, CCS/B 2.

juin 1943, « au cours d'une conversation privée, Brooke me déclara qu'il serait heureux de reconsidérer le projet de traversée de la Manche. Il alla même jusqu'à rejeter cette audacieuse conception de la stratégie alliée », rapporte Eisenhower. « Dans mon esprit, confirmait le chef d'état-major britannique, il est tout à fait clair et évident que la politique que nous devons poursuivre est de parfaire l'élimination de l'Italie, de profiter de la situation pour occuper autant de l'Italie dont nous avons besoin pour améliorer nos possibilités de bombarder l'Allemagne du Sud et obliger à une retraite des forces allemandes en Russie, dans les Balkans et en France. Si nous clouons l'Allemagne en Italie, elle ne trouvera pas assez de forces pour remplir l'ensemble de ses engagements. » Quand le chef d'état-major de Sa Majesté écrivait ces lignes, le 6 août 1943, la conférence de Québec allait tout juste s'ouvrir pour – en théorie – confirmer la priorité donnée à *Overlord*[52]… À cette aune, les Américains avaient tout lieu de se montrer inquiets, pour ne pas dire mécontents.

On se souvient pourtant que Roosevelt, dûment aiguillonné par ses conseillers militaires, avait dès 1942 clairement manifesté sa préférence pour un débarquement dans l'Europe du Nord-Ouest. L'incessant report de cette opération, pourtant jugée prioritaire, invite à s'interroger : pourquoi les États-Unis ont-ils, jusqu'en 1943, préféré s'aligner sur les prédicats stratégiques de la Grande-Bretagne plutôt que d'imposer leurs vues ?

Soulignons d'emblée qu'à la différence des Britanniques, les Américains étaient, entre 1940 et 1942, relativement mal armés pour mener une diplomatie efficace. En revanche, dirigeant un vaste empire, familier des cinq continents, héritier d'une longue histoire, le Royaume-Uni avait, depuis des siècles, l'habitude de négocier, sur un plan international, avec les partenaires les plus divers. « Ces hommes avaient l'habitude des étrangers : des étrangers de leur empire comme les Canadiens et les Australiens et des autres. Ils savaient comment les prendre. Ils avaient cent ans de pratique – nous n'en avions presque aucune[53]. » Cette expérience

52. Field Marshal Lord Alanbrooke, *War Diaries…*, *op. cit.*, p. 437.
53. Ralph Ingersoll, *Ultra Secret…*, *op. cit.*, p. 71.

faisait d'autant plus défaut à Washington que la politique isolationniste de l'entre-deux-guerres avait, le terme l'indique, contribué à écarter les États-Unis des grands problèmes européens. Fidèle à une longue tradition, Franklin Roosevelt s'efforçait par surcroît de dissocier le politique du militaire, laissant aux hommes de l'art le soin d'appliquer, sur le plan stratégique, les options arrêtées à la Maison-Blanche. Fort des compétences acquises comme secrétaire adjoint à la Marine (1913-1921), il se mêlait parfois des questions touchant l'US Navy mais, pour le reste, intervenait somme toute assez peu dans une sphère guerrière à laquelle il prétendait avoir peu d'aptitude. Si l'amiral King se rendait dans le bureau ovale une fois par semaine – parfois plus –, le général Marshall pouvait en revanche passer un mois sans rencontrer le président[54]. De même, le ministre des Affaires étrangères, Cordell Hull, ne fut jamais invité à débattre de la stratégie militaire[55]. Les sphères restaient bien séparées. Au politique le « quoi », aux militaires le « comment ». Fortes de leur autonomie, les trois armes tendaient donc à défendre chacune leur point de vue, ce qui empêchait de constituer un front uni face à l'allié britannique. En outre, ne disposant pas de conseillers politiques, elles ne mesuraient pas toujours les conséquences diplomatiques de leurs options militaires[56]. Jusqu'à *Trident*, les Américains préparèrent donc relativement mal les grandes conférences. Hommage de la vertu au vice, ils n'imaginaient pas que la Grande-Bretagne pût essayer de les duper et tablaient assez naïvement sur la bonne foi et le réalisme de leur fidèle alliée. La déconvenue de Casablanca amena toutefois Washington à réagir. En avril 1943, une nouvelle structure, le Joint War Plans Committee, se chargea d'ébaucher les plans servant de base aux décisions du Joint Chiefs of Staff (JCS) et de guide pour les commandants des théâtres d'opérations. Les experts en stratégie furent également sollicités et la liaison des stratèges travaillant pour la Maison-Blanche, le State Department et l'armée s'améliora, signe que les

54. Geoffrey Perret, *There's a War to Be Won…*, *op. cit.*, p. 131-132.

55. Chester Wilmot, *La Lutte…*, *op. cit.*, p. 166.

56. Gordon A. Harrison*, Cross-Channel Attack*, *op. cit*., p. 92 *sq.* et William Hardy McNeill, *America, Britain and Russia…*, *op. cit*., p. 31.

officiers généraux intégraient désormais la dimension politique à la décision militaire[57]. Un temps précieux, toutefois, avait été perdu, confortant jusqu'en 1943 la supériorité britannique.

Car Winston Churchill tenait d'autres atouts. Premier ministre et ministre de la Défense, il pouvait imposer sa loi aux militaires d'autant qu'il exerçait une autorité directe sur les chefs d'état-major. Si le général Ismay le représentait aux séances du British Chiefs of Staff (BCOS), Churchill y siégeait parfois en personne[58]. Il ne se priva guère de ce droit, se mêlant des grandes et des petites affaires stratégiques, parvenant avant les négociations à dégager une ligne unique que tous les négociateurs britanniques pouvaient uniment défendre. Cet avantage conféra à la Grande-Bretagne une suprématie entre 1941 et le premier semestre 1943. De plus, les forces britanniques, en 1942, dépassaient encore en termes numériques les troupes américaines. Il était de ce point de vue difficile, pour ne pas dire impossible, d'imposer au Royaume-Uni le lancement d'une opération qu'il refusait et pour laquelle il aurait dû fournir l'essentiel des troupes. Les Britanniques, enfin, se flattaient de leurs excellents services d'espionnage dont les Américains étaient cruellement dépourvus. « Ayant donc la haute main sur les renseignements, les Anglais furent en mesure d'arranger à leur guise, chaque fois que se présentait un problème militaire, les termes de son équation – appuyant plus ou moins sur l'inconnue la plus variable et la plus importante : celle des possibilités et des intentions de l'ennemi[59]. » Ainsi s'explique pourquoi les États-Unis se sont alignés sur les positions britanniques, ou pour être plus précis, pourquoi ils se sont trouvés dans l'impossibilité de les contrer. Washington, pourtant, finit par perdre patience : la conférence de Téhéran fut un sévère retour de bâton pour Winston Churchill. Franklin Roosevelt infligea en effet à son partenaire le plus douloureux des revers : l'alliance objective avec la Russie stalinienne.

57. Maurice Matloff, *Strategic Planning…*, *op. cit.*, p. 109-111 et Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front…*, *op. cit.*, p. 79.

58. Forrest C. Pogue, *The Supreme Command*, US Governement Printing Office, 1954, p. 37.

59. Ralph Ingersoll, *Ultra Secret…*, *op. cit.*, p. 72-73.

Téhéran

Précédée par des négociations militaires menées lors de la conférence de Moscou (18-31 octobre 1943) ainsi que par des pourparlers associant Chine, Grande-Bretagne et États-Unis au Caire (*Sextant*, 22-26 novembre 1943), la rencontre de Téhéran (*Eurêka*, 28 novembre-1er décembre 1943) marqua, de toute évidence, un tournant. Réunis dans la capitale iranienne, Churchill, Staline et Roosevelt prirent enfin des décisions concrètes qui influèrent directement sur la destinée d'*Overlord*. Cette heureuse issue découlait tout autant de la marche même du conflit que des nouveaux paramètres diplomatiques : dorénavant, les projets pour l'après-guerre entraient pour une part primordiale dans les calculs des trois Grands.

Du point de vue militaire, la situation s'était, en novembre 1943, éclaircie. À l'Est, l'Union soviétique, non contente de résister, tenait désormais la victoire au bout de ses canons. L'Armée rouge, après avoir battu l'armée allemande à Stalingrad (2 février 1943), infligeait à la Wehrmacht un rude revers à Koursk en juillet 1943. Cette inversion de la fortune des armes modifiait radicalement les perspectives. Alors que Moscou, aux abois, n'avait cessé de quémander un second front jusqu'en 1942, elle avait maintenant la certitude de la victoire, ce qui la plaçait en position de force pour négocier. « À la fin de 1943, confirme le maréchal Joukov, nous avions définitivement surmonté une situation difficile. En possession de puissants moyens de lutte, nous tenions solidement dans nos mains l'initiative stratégique. À parler franchement, l'ouverture d'un second front ne nous était plus aussi utile qu'il [*sic*] l'eût été pendant les deux années précédentes. Néanmoins, pour hâter la défaite de l'Allemagne fasciste et pour finir la guerre nous désirions tous qu'un deuxième front fût ouvert très prochainement[60]. » Ne soupçonnant pas, sur le coup, l'importance stratégique de

60. Guéorguiï Joukov, *Mémoires*, t. II, *De Stalingrad à Berlin*, Paris, Fayard, 1970 (éd. russe 1969), p. 198.